

Suite aux informations sur le rôle joué par la CIA dans la chute du gouvernement Allende, données en septembre 1974, l'importante Société des Missions Etrangères Catholiques des Etats-Unis connue sous le nom de Maryknoll, a rédigé, par son Conseil Général un communiqué sur la question. Ce texte a été envoyé en octobre 1974 à tous les prêtres Maryknoll à travers le monde, y compris au Chili.

(Nous le publions seulement aujourd'hui en raison des grèves de la poste de fin 1974).

(Note DIAL - 07/01/75)

Au nom de la Société Maryknoll, le Conseil Général se voit dans l'obligation de donner clairement son avis sur certaines déclarations qui ont suivi la révélation de faits concernant les activités secrètes de la CIA, en particulier au Chili, mais avec des implications beaucoup plus importantes.

Ces "activités secrètes" viennent s'ajouter aux opérations régulières de renseignement de la CIA.

Le président Ford a confirmé qu'une application de huit millions de dollars avait été autorisée pour la CIA au Chili afin de "renforcer les partis politiques démocratiques", selon les termes d'une déclaration explicative du secrétaire d'Etat Kissinger.

En réponse à la question sur le droit à "déséquilibrer le gouvernement constitutionnellement élu d'un autre pays", le président Ford a déclaré: "C'est un fait connu que, aujourd'hui comme dans le passé, de telles actions ne sont entreprises que dans l'intérêt supérieur des pays concernés."

A une question similaire, le secrétaire d'Etat Kissinger a répondu qu'une démocratie peut entreprendre des opérations clandestines "uniquement dans les circonstances où elle peut se dire à elle-même, en conscience, que c'est la seule façon d'atteindre des objectifs vitaux."

Le Conseil constate que ces déclarations signifient que les Etats-Unis peuvent entreprendre des activités secrètes pour:

- 1) violer le droit d'un peuple à élire son propre gouvernement quand ce gouvernement n'est pas en accord avec la politique actuelle des Etats-Unis; et
- 2) utiliser des moyens illicites pour atteindre une fin qui est supposée correcte.

Eu égard aux aspects moraux fondamentaux, ainsi qu'à la présence de Maryknoll en divers pays étrangers, il importe que la Société de Maryknoll se désolidarise de ces déclarations. A cet effet, le Conseil Général a fait parvenir des lettres de désaccord au président Ford, au Secrétaire d'Etat Kissinger et aux personnalités respectives du Congrès qui enquêtent actuellement sur le sujet.